

En 2016, la Banque européenne d'investissement a investi en France 2,8 milliards au titre du plan Juncker

## Transport, Internet, logement : les grands travaux de la BEI

### Relance

Les trois principaux bénéficiaires de financements européens en 2016 en France ont été **le Grand Paris Express, Orange pour déployer la fibre optique, et la Société nationale immobilière (SNI) pour construire des logements intermédiaires.**

Cyrille Lachèvre

LE PLAN JUNCKER, ça marche ! Deuxième pays de l'Union européenne à en avoir bénéficié en 2016, en montant, avec 2,8 milliards d'euros investis par la Banque européenne d'investissement (BEI) spécifiquement au titre du plan de relance européen, la France en offre un bon exemple.

L'an dernier, 37 opérations ont été financées par ce biais, soit environ 30% du montant total investi par la BEI en France, ce qui constitue un nouveau record. Autre manière d'en vérifier l'efficacité opérationnelle : ces 2,8 milliards prêtés devraient mobiliser environ 15,8 milliards d'euros d'investissements supplémentaires. En effet, la BEI intervient rarement seule comme financeur, faisant plutôt office d'intermédiaire de confiance permettant de rassurer ou de garantir d'autres types de financement. Son intervention génère donc un effet de levier d'environ 1 pour 6.

Si l'on considère que l'argent prêté par la BEI est lui-même tiré de fonds garantis par la Commission européenne et donc qu'ils ont déjà un effet de levier propre, « nous sommes globalement à un niveau de ratio supérieur à celui envisagé à l'origine pour le fonds Juncker qui tablait sur 15 euros investis pour 1 euro effectivement prêté », estime Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI en charge de la France mais aussi du pilotage des fonds Juncker gérés par l'institution. La moitié des sommes prêtées concerne des pro-

jets innovants, qu'il s'agisse de la coopérative des maîtres laitiers du Cotentin, pour construire une nouvelle usine de lait infantile en brique pour les marchés asiatiques, d'aides à l'innovation dans des groupes industriels (Aperam, ArcelorMittal) mais également au financement de PME innovantes à travers le fonds européen d'investissement (FEI), qui prend à la fois des participations dans des fonds de capital-risque et finance aussi du micro-crédit.

**Ligne 15 du métro.** Plus généralement, au-delà du seul fonds Juncker, PME, innovation mais aussi projets environnementaux (qui ont capté respectivement 38% et 35% des fonds) ont guidé les investissements de la BEI en France en 2016. Avec une autre grande particularité : « Près de 70% des projets financés étaient à destination du secteur privé, contre 30% l'année précédente, précise Ambroise Fayolle. Cela ne signifie pas une panne des investissements publics : simplement, ils ont trouvé d'autres formes de financements, notamment parce que les acteurs historiques comme les banques ont été plus présents. »

Premier bénéficiaire, le Grand Paris Express a bénéficié d'un prêt de 1 milliard d'euros pour lancer les travaux de la ligne 15 du futur métro automatique, au sud : « Ce projet, en permettant de décongestionner les transports en Ile-de-France, va dans le sens de la lutte contre la pollution », souligne Ambroise Fayolle. Orange a bénéficié pour sa part de 750 millions d'euros pour développer la fibre optique dans les zones grises, une façon de renforcer leur attractivité. Troisième du podium, la SNI, filiale de la Caisse de dépôts, a signé un accord pour un prêt de 500 millions d'euros destiné à cofinancer ses constructions de logements intermédiaires.

@CyrilleLachevre 